

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



1580^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Jeudi 5 octobre 1967,
à 10 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 9 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Discussion générale (suite)</i>	
<i>Discours de M. Wei Tao-ming (Chine)</i>	1
<i>Discours de M. Khoman (Thaïlande).</i>	4
<i>Discours de M. Nikezić (Yougoslavie)</i>	8
<i>Discours de M. Dugersuren (Mongolie)</i>	11

Président: M. Corneliu MANESCU (Roumanie).

En l'absence du Président, M. Montenegro Medrano (Nicaragua), vice-président, prend la présidence.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Discussion générale (suite)

1. M. WEI TAO-MING (Chine) [traduit de l'anglais]*: L'Assemblée générale se réunit une fois de plus dans une atmosphère de crise et de tension. La guerre au Viet-Nam s'est graduellement intensifiée au cours des derniers mois. Les hostilités qui ont éclaté en juin dernier au Moyen-Orient ont accru la tension due à un ancien conflit. Les violences de ceux que l'on appelle les Gardes rouges ont plongé toute la Chine continentale dans des désordres qui auront inévitablement des répercussions sur la situation mondiale.

2. La guerre au Viet-Nam n'est pas simplement une guerre entre les deux Viet-Nams. C'est en fait l'application d'un plan d'ensemble élaboré par Mao Tsé-toung et Ho Chi Minh non seulement pour asservir la République du Viet-Nam mais aussi pour conquérir toute la région de l'Asie et du Pacifique, avec pour objectif ultime la domination du monde entier. C'est ainsi que Mao affirme sa position de chef dans le mouvement communiste international.

3. Etant donné que Mao Tsé-toung et ses partisans sont les principaux animateurs de la guerre au Viet-Nam, ils sont, bien entendu, en mesure de déterminer l'orientation du conflit. Cela étant, il est difficile de concevoir qu'aucune tentative de régler le conflit vietnamien par de simples appels à Hanoi puisse aboutir. Ce n'est pas sans raison que Ho Chi Minh a rejeté toutes les propositions de règlement pacifique. Ce n'est pas non plus sans raison qu'il a profité de toutes les pauses dans les bombardements pour accroître les infiltrations de troupes au Viet-Nam du Sud et pour y augmenter les approvisionnements militaires.

4. On a beaucoup parlé d'une solution pacifique du problème vietnamien. Ma délégation est sensible aux initiatives prises par divers gouvernements et individuellement par des hommes d'Etat pour faire passer la question vietnamienne du champ de bataille à la table de conférence. Il nous semble toutefois que, pour ce qui est de la République du Viet-Nam et de ses alliés, la porte de la paix est toujours restée grande ouverte. La difficulté, c'est que Mao Tsé-toung et Ho Chi Minh ne souhaitent pas la paix. Ce qui leur permet de vivre, c'est de mener la guerre jusqu'au bout. De ce fait, il ne saurait y avoir de paix au Viet-Nam tant que les agresseurs ne seront pas convaincus qu'ils ne pourront gagner par la force et la violence et que l'agression ne paie pas. A l'heure actuelle, ils n'en sont pas convaincus. Bien au contraire, ils pensent qu'ils marchent déjà vers la victoire. Dans ces conditions, le mouvement en faveur de la paix dans le monde libre ne peut pas contribuer à atteindre le résultat souhaité. Il ne peut que renforcer Peiping et Hanoi dans leur conviction qu'ils ont tout à gagner et rien à perdre à rejeter toutes les propositions de règlement négocié. Les pressions qui ont été exercées sur le Gouvernement des Etats-Unis pour qu'il mette fin aux bombardements et retire inconditionnellement ses troupes ne peuvent que renforcer la conviction que les Etats-Unis, tôt ou tard, se verront forcés par l'opinion mondiale de quitter le Viet-Nam. De telles pressions n'ont donc pas pour résultat de rapprocher la guerre du Viet-Nam de son terme; bien au contraire, elles ne peuvent que prolonger le conflit et retarder un règlement pacifique.

5. Ma délégation croit que Mao Tsé-toung et Ho Chi Minh ont sous-estimé la volonté et la détermination des Etats-Unis de respecter leurs engagements pour la défense de l'Asie. Ils semblent se bercer de l'illusion qu'en refusant de céder sur leur position arrêtée à l'avance, ils peuvent assurer le succès du plan général d'expansion communiste. Ce qui est en jeu, c'est plus que l'indépendance et la liberté de la République du Viet-Nam, plus que la sécurité de l'Asie du Sud-Est, si importants que soient ces deux éléments. La question qui est véritablement en jeu, c'est de savoir si on laissera l'agression et l'expansionnisme communistes l'emporter, et ainsi ouvrir la voie à de nouvelles agressions et expansions.

6. Mon gouvernement appuie la République du Viet-Nam dans sa lutte courageuse pour défendre sa liberté et son indépendance contre la subversion de l'intérieur et l'agression de l'extérieur. Nous sympathisons avec le peuple vietnamien dans sa longue souffrance, peuple qui par son endurance et sa persévérance s'est acquis le respect et l'admiration du monde entier. Je voudrais également, à cette occasion, remercier les alliés de la République du

*L'orateur parle en chinois. Le texte français a été établi à partir d'une version anglaise.

Viet-Nam, les Etats-Unis d'Amérique, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Thaïlande, la République de Corée et les Philippines. Ils ont consenti d'énormes sacrifices en hommes et en argent pour servir la cause de la paix et de la sécurité mondiales. Ces sacrifices n'ont pas été faits en vain. Ils auront assuré la sécurité de l'Asie du Sud-Est et, indirectement, du monde entier.

7. Il est encourageant de constater qu'en pleine guerre et aux prises avec l'agression la République du Viet-Nam a continué d'accomplir de notables progrès dans les domaines social, économique et politique. Elle vient d'avoir, avec succès, ses premières élections générales, conformément au calendrier arrêté par l'Assemblée nationale constituante. Les violents combats sur le front et un terrorisme toujours croissant à l'arrière n'ont pas suffi à éloigner les électeurs des urnes. Le succès de ces élections générales est une preuve qu'en dépit des difficultés qui se dressent devant lui, le peuple de la République du Viet-Nam n'a pas perdu de vue son objectif véritable, c'est-à-dire l'établissement d'une forme démocratique de gouvernement.

8. Du point de vue militaire, la situation dans la République du Viet-Nam a nettement évolué dans le bon sens. S'il n'apparaît pas qu'il soit possible de mettre fin prochainement aux hostilités, l'avenir n'est pas du tout sombre. Si l'on en juge par la situation générale, je suis enclin à l'optimisme. Cet optimisme s'appuie non seulement sur le fait que, d'après des indices très clairs, Hanoi est au bord de l'épuisement complet, mais aussi — ce qui est encore plus important — sur le fait que Mao Tsé-toung, architecte de l'expansionnisme communiste en Asie et principal animateur de l'agression contre le Viet-Nam du Sud, se heurte lui-même à de telles difficultés et à une telle montée de l'opposition chez lui que l'on peut douter qu'il puisse encore longtemps conserver le moindre semblant de contrôle. Or on ne peut s'attendre à voir Ho Chi Minh poursuivre la guerre contre la République du Viet-Nam sans l'appui actif de Peiping.

9. Ceci m'amène à la question du régime communiste chinois de Peiping. Certains des orateurs qui m'ont précédé, et en particulier les ministres des affaires étrangères du Japon et des Philippines, ont parlé de la menace que les communistes chinois font peser sur la paix et la sécurité internationales. Le Ministre des affaires étrangères des Philippines, relevant que Peiping a perfectionné "une version nouvelle d'un vieux produit d'exportation communiste: la révolution", évoquait en particulier "les révolutions culturelles en miniature déclenchées par le soulèvement politique en Chine communiste dans bien des pays d'Asie et d'Afrique" [1566ème séance, par. 98].

10. A cet égard, permettez-moi de rappeler que, ces derniers mois, ce "produit" a été exporté en Birmanie, au Cambodge, à Ceylan, en Inde, en Indonésie et au Népal — ceci pour les pays d'Asie — ainsi qu'au Kenya et dans d'autres pays d'Afrique. Parmi ces pays, on en trouve qui sont allés très loin pour cultiver la bonne volonté de Peiping; la Birmanie, par exemple, a beaucoup fait pendant des années pour défendre la cause de la Chine communiste, tant aux Nations Unies qu'au dehors. Maintenant,

Peiping n'en préconise pas moins ouvertement le renversement du Gouvernement birman actuel.

11. Le régime qui a encouragé des activités subversives contre des gouvernements établis et qui a cherché à imposer son propre ordre à l'humanité se trouve maintenant emporté par un soulèvement sans précédent. Depuis un an, il s'est passé beaucoup de choses en Chine continentale. La situation y est si complexe qu'elle a provoqué une profonde confusion dans l'esprit de ceux qui observent la scène communiste chinoise. Peut-être Mao Tsé-toung lui-même ne sait-il pas très bien où il en est. Cette évolution qui se produit en Chine continentale ne peut manquer d'avoir d'importantes répercussions sur la paix et la sécurité internationales. C'est la raison pour laquelle je voudrais me permettre d'exposer brièvement à l'Assemblée générale les caractéristiques essentielles du bouleversement actuel qui a pris le nom de "grande révolution culturelle prolétarienne".

12. Comme on le sait bien, cette prétendue "révolution culturelle" a été déclenchée en avril de l'an dernier par Mao Tsé-toung et son héritier présomptif, Lin Piao, qui visaient ainsi un double objectif: d'une part, faire disparaître le patrimoine culturel et les traditions du peuple chinois pour les remplacer par ce que l'on appelle la "Pensée de Mao Tsé-toung", et se débarrasser des éléments antimaoïstes, y compris les prétendus révisionnistes; d'autre part, saisir et maintenir, au nom de la "révolution culturelle", le contrôle total tant sur le parti que sur le gouvernement.

13. Plus d'un an s'est écoulé depuis qu'a été déclenchée cette "révolution culturelle". Quels résultats ont obtenus Mao et son "frère d'armes" Lin Piao?

14. Ils ont indubitablement fait de bon travail en démolissant le Parti et les rouages administratifs. Ce régime qui, il n'y a pas longtemps, se vantait de son "unité monolithique" et du contrôle de fer qu'il exerçait se trouve maintenant pris dans une lutte pour le pouvoir. Le chaos règne sur tout le pays, à l'exception de cinq provinces et de deux municipalités. La campagne pour liquider Liu Shao-chi, le soi-disant "Chef de l'Etat" du régime, et d'autres hauts dignitaires du Parti et du gouvernement se poursuit avec une intensité fébrile. Liu Shao-chi, bien qu'il ne puisse plus exercer ses fonctions de président du régime, continue pourtant à vivre dans sa résidence officielle, dans la vieille ville impériale. Il n'est plus sur la scène, mais il n'a pas encore été liquidé. C'est la preuve de la faiblesse inhérente de la position de Mao dans la lutte actuelle.

15. Mao n'exerce pas non plus un ferme contrôle sur les quelques provinces et municipalités qui continuent de se proclamer fidèles. Il contrôle certains points dans ces régions, mais non pas l'ensemble. Les forces antimaoïstes luttent partout pour s'emparer du pouvoir. Dans la majorité des provinces, ces forces ou bien déploient ouvertement la bannière antimaoïste, ou bien maintiennent une attitude ambiguë, attendent d'y voir plus clair pour choisir. On peut même douter de la loyauté des forces armées. Lorsque celles-ci ne sont pas activement contre Mao, elles tendent le plus souvent à pencher vers le camp antimaoïste.

16. Mais ce qui fait peser la menace la plus sérieuse sur Mao Tsé-toung et tout ce qu'il représente, c'est la révolte des masses populaires et, en particulier, des ouvriers et des paysans, car ce sont eux qui ont le plus souffert de la tyrannie communiste. C'est là une preuve concrète de l'incompatibilité qui existe entre la culture chinoise traditionnelle et le communisme. Dans la confusion qu'a entraînée la "révolution culturelle", la patrimoine culturel du peuple chinois a commencé à réaffirmer son influence.

17. L'an dernier, à la même époque, c'étaient les désordres causés par les Gardes rouges qui faisaient régner la confusion sur la Chine continentale. Aujourd'hui, une année plus tard, la confusion qui règne sur le continent chinois découle de la contre-attaque populaire déclenchée contre Mao Tsé-toung et tout ce qu'il représente. D'un bout à l'autre de ce vaste pays, les forces maoïstes et les forces antimaoïstes se heurtent presque partout, à tout instant. Récemment encore, on n'utilisait dans ces combats que des lances, des couteaux, des haches, des bâtons et d'autres armes primitives; maintenant, ce sont des fusils, des canons et même des tanks. Ceci prouve que la situation empire de jour en jour pour les forces maoïstes.

18. Le régime de Peiping avait coutume de menacer le reste du monde de l'énorme force de ses 700 millions d'habitants. Mais ces mêmes 700 millions d'habitants sont maintenant devenus une source de menace pour Mao Tsé-toung lui-même. Mao Tsé-toung et sa clique avaient coutume de se comparer au poisson et de comparer les masses chinoises à l'eau; tant qu'il y a de l'eau, le poisson n'a rien à craindre. Aujourd'hui que la population n'appuie plus leur régime, Mao Tsé-toung et sa clique sont comme le poisson hors de l'eau. L'ironie du sort veut que ce soit l'homme qui a élaboré la théorie de la "guerre populaire" et qui a tellement compté sur l'encercllement des villes par les campagnes qui découvre aujourd'hui que cette même "guerre populaire" et cette même tactique consistant à faire encercler les villes par les campagnes sont utilisées par le peuple chinois pour provoquer sa chute.

19. Depuis le mois de janvier de cette année, Mao Tsé-toung a maintes fois donné l'ordre aux Gardes rouges de rentrer dans les provinces d'où ils venaient; il a, à maintes reprises, essayé d'empêcher les paysans de venir dans les villes. Mais il n'a pas été obéi. Le mois dernier, il a interdit à la population de prendre des fusils et d'autres armes dans les arsenaux, sous prétexte qu'on aurait besoin de ces armes pour lutter contre les contre-révolutionnaires et il a donné l'ordre de rapporter les armes qui avaient déjà été prises. Là non plus il n'a été tenu aucun compte de ses ordres. Il apparaît trop clairement que Mao Tsé-toung et sa clique se sont engagés dans une impasse dont ils ne peuvent plus sortir.

20. La confusion et l'anarchie qui submergent le continent chinois vont maintenant empirer progressivement avec le temps. Le régime de Peiping continue à exister, mais il continue à menacer le monde de sa guerre populaire, de ses Gardes rouges et de sa puissance atomique naissante. A nos yeux, il y a là un régime déjà moribond. Ni Mao Tsé-toung ni Liu Shao-chi ne pourront survivre aux convulsions de la lutte actuelle; tous deux sont voués à une défaite

totale, et tout cela sera suivi d'une période de chaos sans précédent.

21. Le Gouvernement de la République de Chine, qui est actuellement établi à Taiwan, représente la seule force de stabilisation pour le peuple chinois. Ce gouvernement est le seul gouvernement chinois légalement constitué, le seul gouvernement capable de formuler les aspirations et les désirs du peuple chinois, le seul gouvernement qui représente vraiment les riches traditions culturelles de la Chine. Il ne peut donc pas assister impassible aux événements si importants qui se déroulent actuellement en Chine continentale. Sous la conduite inspirée du président Tsiang Kai-chek, le Gouvernement de la République de Chine est résolu à rendre la liberté aux masses chinoises. Dans une récente allocution, le Président Tsiang Kai-chek disait:

"La République de Chine a une obligation toute particulière de se charger de ce fardeau moral. Nous pouvons détruire la domination pernicieuse de Peiping et prévenir un holocauste nucléaire. Point n'est besoin d'appeler à l'aide un seul soldat des autres nations du monde libre. A partir de ce moment, le monde libre se verra épargner la nécessité épuisante de se précipiter pour éteindre les flammes des guerres que le régime de Peiping allume çà et là, partout où il lui plaît."

22. Je passe maintenant à la guerre du Moyen-Orient, et je parlerai également de la situation internationale.

23. La guerre entre Israël et les Etats arabes a ajouté des tensions nouvelles à un conflit déjà ancien. Bien qu'un cessez-le-feu ait pu être maintenu, aucun progrès visible n'a été réalisé pour résoudre les questions fondamentales qui, depuis si longtemps, empoisonnent les relations entre Israël et les Etats arabes voisins. Ma délégation espère que, durant la session actuelle de l'Assemblée générale, nous pourrions tout au moins commencer à ramener la paix et la stabilité dans cette région névralgique du Moyen-Orient.

24. Bien entendu, ma délégation est consciente de la complexité des problèmes qui se posent et des émotions profondes ressenties par les parties intéressées. Ce serait trop que de s'attendre à ce que les craintes, les soupçons et la méfiance entre les Arabes et les Israéliens disparaissent du jour au lendemain. Mais il n'y a aucune raison pour qu'il soit impossible de susciter au Moyen-Orient une atmosphère propice à un règlement pacifique. Tous ces problèmes ne peuvent pas être résolus en même temps, mais il ne faut pas exclure la possibilité d'avancer pas à pas, progressivement vers la solution des problèmes qui subsistent. Plus que jamais, l'hostilité doit faire place à la réconciliation et à la magnanimité.

25. En qualité de Membres des Nations Unies, Israël et les Etats arabes se sont fermement engagés à soutenir les principes de la Charte, qui enjoignent à tous les Etats Membres de régler "leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger" et de s'abstenir "dans leurs relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force

soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies". Ma délégation estime qu'une paix durable au Moyen-Orient doit être fondée sur ces principes de la Charte.

26. Pour traiter de la situation au Moyen-Orient, il importe, comme première étape, d'ouvrir les voies de communication entre les parties intéressées. L'Organisation des Nations Unies est dans une situation unique pour fournir ces voies de communication. Bien que la responsabilité principale d'une paix durable incombe aux parties elles-mêmes, chaque Membre de notre organisation doit participer à cet effort de paix.

27. Ma délégation espère sincèrement qu'une paix fondée sur la justice régnera bientôt dans le Moyen-Orient. Nous appuyons les efforts déployés par les Nations Unies pour soulager la misère et la souffrance des réfugiés et des autres victimes de la guerre qui, sans en être aucunement responsables, sont maintenant plongés dans un désespoir profond. Nous espérons que le problème du retrait des troupes pourra être bientôt réglé à la satisfaction de tous. Nous pensons que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa cinquième session extraordinaire d'urgence devraient être appliquées.

28. En dernière analyse, la possibilité pour les Nations Unies de jouer un rôle important dans le règlement des questions internationales dépend du rôle que leurs Membres veulent leur voir jouer. Veulent-ils que les Nations Unies ne soient rien de plus qu'une tribune de propagande ou veulent-ils, selon les termes de l'article premier de la Charte, qu'elles prennent "des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écartier les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix"?

29. Mon gouvernement est en faveur d'une Organisation des Nations Unies forte et efficace. Tant à Dumbarton Oaks qu'à la Conférence de San Francisco, nous nous sommes rangés sans équivoque parmi ceux qui pensaient que l'Organisation devait être à même de préserver la paix internationale et de supprimer l'agression. Telle demeure la politique de mon gouvernement.

30. Je tiens à souligner combien il est important de respecter les principes et les buts de la Charte. En effet, j'estime que plus que jamais les Nations Unies tendent à devenir le champ de bataille des intérêts particuliers. Mon gouvernement est fermement convaincu que, si nous voulons "préserver les nations futures du fléau de la guerre", les Nations Unies doivent être renforcées pour pouvoir faire face aux menaces de l'ère nucléaire. Nous devons donc de nouveau réaffirmer notre dévouement aux nobles idéaux de la Charte. Reconnaissons franchement que si les obligations que les Etats Membres ont solennellement contractées avaient été respectées, un grand nombre de situations et de crises qui menacent aujourd'hui la paix et la sécurité internationales n'auraient jamais existé.

31. M. KHOMAN (Thaïlande) [traduit de l'anglais]: Ces derniers mois ont été, pour les Nations Unies et pour nombre de nos pays, une période éprouvante.

Alors que les perturbations en Asie, en particulier la guerre au Viet-Nam, restent aussi intenses, le conflit armé, bref mais dévastateur, qui a éclaté au Moyen-Orient en juin dernier a ajouté une dimension nouvelle et dangereuse à l'état de tension internationale déjà aiguë. Face à cette situation explosive, notre fragile organisation s'est trouvée, comme en présence du problème vietnamien, presque envoûtée et a dû assister, impuissante, aux épisodes qui se succédaient si rapidement dans cette tragédie moderne. C'est seulement lorsque les obus et les balles ont cessé de pleuvoir, après avoir semé la mort et la destruction, que des efforts en faveur de la paix ont commencé, la plupart en paroles — dont certaines n'étaient ni mesurées ni constructives. Actuellement, cette assemblée, étant passée d'une session d'urgence à une session ordinaire, a sur les bras au moins deux problèmes brûlants dont chacun contient en puissance des menaces à la paix dans de vastes régions du monde et au bien-être de vingtaines de millions d'êtres humains.

32. Tandis que les problèmes internationaux deviennent de plus en plus urgents et aigus, l'aptitude des Nations Unies à les traiter avec efficacité semble diminuer en proportion inverse. Etant donné cette situation apparemment malheureuse, nous sommes venus à cette importante session le cœur lourd et plein d'inquiétude quant au résultat des délibérations actuelles, comme d'ailleurs de nombreux représentants de petits pays qui constituent la grande majorité des Membres de cette organisation et qui placent leur confiance et leur foi dans les Nations Unies en tant qu'instrument chargé de préserver et de maintenir la paix dans le monde.

33. La question qui nous préoccupe par-dessus tout est de savoir si l'Assemblée suivra, comme par le passé, la même route marquée par des récriminations et des vitupérations inutiles et par bien peu de preuves — sinon aucune — d'une sérieuse recherche de solutions plus constructives et de règlements plus définitifs. Si tel est le cas, les discussions qui, selon toute probabilité, vont se dérouler au cours des deux ou trois prochains mois seront infructueuses et ne donneront aucun résultat valable pour l'établissement de la paix au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est. Nous rentrerons alors tous chez nous les mains vides, nos désirs et nos espoirs de voir la paix et la tranquillité régner longtemps dans ce monde totalement déçus, avec le spectre d'un conflit renouvelé ou intensifié s'élevant plus haut et plus menaçant à l'horizon. Si, au contraire, nous refusons de nous laisser bernier par ceux qui se présentent, en paroles seulement, en défenseurs de la paix et qui, actuellement, essaient de jouer le rôle d'anges de cette paix, mais dont les ailes sont étrangement noircies par la fumée de la poudre et tachées de sang, et si nous appliquons plutôt nos efforts à rechercher des règlements honorables et durables qui permettront à de nombreuses nations de vivre ensemble sans risque d'être dominées ou détruites, alors les perspectives d'un monde vivant dans la paix et l'harmonie deviendront infiniment plus lumineuses et pleines de promesses.

34. Nous, petites et faibles nations, devons considérer les faits en toute lucidité et nous rendre compte que

les dangers qui nous menacent viendront vraisemblablement moins d'un déploiement nucléaire — encore que celui-ci ne puisse jamais être exclu — que de combinaisons d'aventures militaires et politiques que leurs promoteurs appellent par euphémisme "guerres de libération nationale", et qui, dans leurs intentions et objectifs, diffèrent peu de celle qu'Adolf Hitler lançait il y a bientôt trente ans contre les Sudètes. De telles entreprises peuvent aujourd'hui être plus insidieuses, mais elles ne sont pas moins fatales pour notre existence saine et libre. Le danger est plus grand encore lorsqu'elles s'accompagnent de formes variées et vicieuses de propagande qui ne cherchent pas seulement à décevoir et à tromper ceux d'entre nous qui sont moins informés, mais aussi à faire naître et à attiser les passions et à exploiter des haines et des préjugés anciens et nouveaux. Pour mener à bien ces desseins, on peut avoir recours à divers moyens, y compris la fourniture abondante d'armes et autre matériel de guerre, ce qui encourage des peuples pleins d'amertume à se lancer dans la bataille et à s'exterminer les uns les autres.

35. Ces éléments pourraient bien être la cause première de maintes tragédies qui se déroulent maintenant dans notre monde troublé. Nous aurons donc à faire de très grands efforts et à faire preuve de sagesse pour nous protéger contre les pièges des fausses promesses et contre les exhortations d'une propagande subtile et traîtresse.

36. Ceci explique pourquoi la Thaïlande ne veut pas prendre parti dans la malheureuse situation en ce Moyen-Orient qui, depuis des années, n'a connu ni la paix ni un espoir raisonnable de règlement, mais qui, au mois de juin dernier, a explosé en heurts destructifs, laissant derrière eux un long sillage de désolation et de souffrances. Même maintenant, le conflit est loin d'être résolu; le feu couve encore sous la cendre, et de nouvelles conflagrations pourraient se produire si l'on jetait de l'huile sur le feu en attisant de nouveau des passions encore intenses. Ce que pourraient faire de mieux les petites nations qui n'ont pas de proposition ou de formule pacifique à offrir serait probablement de s'abstenir de jeter de l'huile sur le feu et aussi, au mieux de leurs possibilités, d'empêcher une éventuelle exploitation des dissensions existantes.

37. Telle est l'attitude qu'a prise la délégation de la Thaïlande au cours de la cinquième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale. Il est regrettable que l'on n'y ait pas adopté des mesures concrètes et pratiques qui auraient pu contribuer à éliminer les causes profondes du conflit. L'objectif primordial du Gouvernement thaïlandais a toujours été de voir régner au Moyen-Orient une paix durable et la stabilité. Par conséquent, ma délégation estime qu'il faut aborder de façon réaliste les questions fondamentales, et non pas les laisser de côté.

38. Le fait qu'à trois reprises une guerre à grande échelle ait été déclenchée au Moyen-Orient au cours des douze dernières années est une preuve patente du caractère explosif de la situation dans la région. Pourtant, les efforts intérieurs ont surtout visé à prendre des arrangements pour assurer un cessez-le-feu et mettre fin aux hostilités, sans essayer de

résoudre les problèmes fondamentaux qui ont été la cause de ces hostilités. Le fait que les Nations Unies n'ont pas franchement attaqué le problème jusqu'à présent, comme le dit le Secrétaire général dans son rapport annuel, est un facteur qui a grandement contribué à la guerre de juin dernier. Est-il donc opportun pour nous maintenant d'essayer de liquider les séquelles de la guerre et de tenter en même temps de créer les conditions nécessaires qui pourraient offrir de meilleures perspectives à une paix plus durable au Moyen-Orient? Le retrait des troupes des zones occupées, si immédiat et si nécessaire soit-il, devrait à notre avis être accompagné de mesures supplémentaires qui élimineraient les causes fondamentales du conflit armé.

39. A ce propos, ma délégation regrette que les parties intéressées ne soient pas disposées à négocier soit directement, soit par l'entremise d'un tiers. De même, ma délégation déplore le refus du Gouvernement d'Israël de répondre à l'appel de l'écrasante majorité de l'Assemblée générale en ce qui concerne le statut de la ville de Jérusalem. L'attitude inflexible d'Israël en la matière peut avoir des effets défavorables sur la situation dans son ensemble et dresser une barrière nouvelle sur la voie qui conduirait à une solution honorable, juste et définitive de la question du Moyen-Orient.

40. Etant donné qu'aucun règlement n'est encore intervenu au Moyen-Orient, le problème des réfugiés demeure, pour nous tous, une source de sérieuse préoccupation. Ma délégation se félicite de l'initiative prise par la délégation suédoise qui a abouti à l'adoption, par l'Assemblée générale, lors de la cinquième session extraordinaire d'urgence, de la résolution 2252 (SP-V) relative à l'aide humanitaire au Moyen-Orient. Le Gouvernement thaïlandais est heureux de pouvoir apporter une modeste contribution en riz pour alléger les souffrances qu'ont entraînées les récentes hostilités au Moyen-Orient.

41. A notre avis, il est tout aussi important, sinon plus, de traiter de la question de la guerre qui fait rage à l'heure actuelle au Viet-Nam, car elle a déclenché une telle campagne de déclarations fallacieuses et aberrantes, elle a donné lieu, de la part de tant de gens, à un tel manque d'objectivité qu'il s'est créé un abîme infranchissable entre les réalités, d'une part, et les mensonges et demi-vérités, d'autre part, diffusés par ceux qui ont perpétré la guerre et par leurs partisans. Le Viet-Nam du Nord et ceux qui l'appuient dans le monde communiste, ainsi que ses agents du Vietcong au Viet-Nam du Sud, voulaient faire croire au monde extérieur que la guerre de conquête qu'ils menaient depuis de nombreuses années contre le petit pays indépendant du Viet-Nam du Sud était un soulèvement national authentique ou, pour employer leur terminologie actuelle, une "guerre de libération nationale". Cette distorsion de la vérité n'a convaincu ni les Sud-Vietnamiens ni ceux qui vivent près du lieu du crime et qui sont directement ou autrement les victimes de ses conséquences néfastes.

42. Seuls ceux qui en sont plus éloignés, ceux dont les esprits sont moins sensibles aux réalités actuelles et ceux qui font preuve de libéralisme quand il s'agit de la liberté des autres peuples, ou encore ceux qui

sont inspirés par des desseins moins qu'altruistes, tombent dans le piège de cette propagande grossière. Mais si l'on demandait ce qu'ils pensent du conflit au Viet-Nam à ces Asiatiques qui ont les pieds solidement plantés sur le sol et dont la vision n'a pas été obscurcie par l'idéologie étrangère de l'auteur frustré de *Das Kapital*, ils répondraient à l'unisson qu'il s'agit en fait d'une conquête coloniale ancien style, dont certains détails seulement ont été modernisés. Car cette prétendue libération sublime, avec tout son bagage, est dirigée non seulement contre la République du Viet-Nam mais aussi contre une douzaine d'autres pays en Asie et en Afrique. D'ailleurs, cette libération est toujours forcée, jamais volontaire. Par conséquent, elle provoque invariablement une forte résistance à l'invite forcée à se libérer pour aller rejoindre le paradis du servage marxiste.

43. Dans notre partie du monde, en Asie, les peuples sont actuellement stupéfaits de voir surgir des valeurs et des logiques négatives. Il leur est particulièrement difficile de comprendre le sens des plaidoiries vigoureuses faites dans certains milieux, suivant lesquelles il faut pacifier les agresseurs et même les protéger contre leurs propres crimes. Leur vie et leurs biens ne devraient pas souffrir de bombardements aériens, alors que les atrocités qu'ils commettent dans le sud et ailleurs ne soulèvent guère d'indignation. Ainsi, pour ces prétendus pacifistes et ces idéalistes à sens unique, les vies des Nord-Vietnamiens et des agresseurs vietcong semblent être beaucoup plus précieuses que les gorges et les membres des Sud-Vietnamiens et autres victimes asiatiques de l'agression. Voilà pourquoi ils poussent des clameurs pour obtenir une cessation unilatérale et inconditionnelle des bombardements, ce qui, d'après eux, peut amener le régime agressif du Nord à la table de négociation.

44. Il ne leur vient jamais à l'idée, cependant, d'exiger de ce régime une indication précise de ce qu'il a l'intention de faire pour répondre à un tel geste. Entre-temps, ils agissent comme les porte-parole et les agents non autorisés de Hanoi, tandis que Hanoi lui-même continue de repousser avec dédain toute possibilité de négociation valable autrement que selon ses propres conditions. En fait, plus l'autre côté fait preuve d'intransigeance et d'insistance dans ses exigences déraisonnables, plus les protagonistes de la concession insistent pour demander des compromis nouveaux qui, en fin de compte, ne pourraient que faire capituler le Viet-Nam du Sud et le livrer au Nord. En réalité, peu d'entre eux ont le courage de dire que le Viet-Nam du Sud ne vaut la peine d'être sauvé, mais devrait être livré à ses agresseurs du Nord dans l'intérêt d'une paix temporaire ou d'une trêve de courte durée.

45. Les millions de personnes qui souffrent en Asie estiment, pour leur part, que le droit de mettre fin aux mesures prises pour repousser les agresseurs, telles que les bombardements du Nord, devrait s'exercer en consultation avec eux et non pas par l'entremise de ces apostats de la paix qui ne souffrent guère aux mains des cruels ennemis de la liberté, et dont la campagne pour une paix illusoire a, deux fois en une génération, conduit au désastre tragique d'une guerre mondiale. Chez ces millions d'Asiatiques dont

la vie est constamment menacée par les canons de l'agresseur et la terreur qu'il fait régner, l'arrêt des bombardements trouverait une approbation et un appui immédiats s'il pouvait finalement conduire à la cessation des hostilités et du poignant règne de la terreur. Pour eux, la guerre du Viet-Nam est évidemment une guerre impopulaire, beaucoup plus même qu'elle ne l'est en Europe ou en Amérique, où l'on jouit à la fois de la sécurité et de l'abondance. A la différence du régime de Hanoi, qui ne veut pas quitter le sentier de la guerre, ces Asiatiques désirent ardemment voir se terminer la guerre à condition de ne pas sacrifier, ce faisant, leur liberté et leur indépendance, car si la paix devait être suivie par la sujétion à une domination étrangère et par la privation de leur héritage de liberté, leur existence n'aurait pas de sens. Pour eux, il est profondément douloureux d'entendre les débats navrants qui sont provoqués par les instigateurs du doute, de la confusion et du défaitisme qui, se déguisant en princes de la paix, en fait sapent et lèsent les intérêts permanents de leurs pays ainsi que ceux de leurs amis et de leurs alliés. S'ils avaient quelques grains de sagesse et de perspicacité de plus, ils devraient comprendre qu'il n'y aura jamais de solution à la guerre du Viet-Nam tant que les défenseurs de la liberté seront divisés et désunis; il ne pourra y en avoir que si ces défenseurs de la liberté réussissent à serrer les rangs et sont décidés à s'acquitter jusqu'au bout de leur tâche chevaleresque. En effet, le régime agressif du Viet-Nam du Nord a un jour goûté à la victoire qu'il a arrachée à une nation divisée et rien ne peut l'empêcher de croire qu'il pourra répéter sa performance s'il réussit à semer le doute, la dissension et la scission à l'intérieur des nations qui font obstacle à sa conquête et à sa domination, et entre elles.

46. En fait, l'anatomie de la guerre au Viet-Nam comprend différents éléments. En premier lieu, les hostilités pourront cesser complètement lorsque les agresseurs, se rendant compte que leur aventure est sans espoir, cesseront leurs infiltrations et leurs interventions contre leurs voisins. Une façon de les persuader d'adopter cette voie serait de leur faire découvrir que le coût de l'agression est beaucoup trop élevé en termes de diminution de leur bien-être et même de leurs moyens d'existence et qu'ils ne pourront pas atteindre leurs objectifs par la subversion et l'intervention armée. En fait, ceux qui sont si désireux de voir la paix rétablie au Viet-Nam devraient s'unir pour convaincre le régime de Hanoi de la futilité de son aventure et du fait que la méthode pacifique est en vérité plus profitable.

47. Une autre possibilité semblerait être de négocier un règlement. Une telle solution présuppose une forme ou une autre de négociation et, avant tout, la volonté sincère des parties intéressées d'entamer des négociations. Les parties intéressées peuvent le faire directement, de leur propre chef, mais l'attitude négative adoptée jusqu'ici par Hanoi rend de telles discussions directes peu vraisemblables. Une autre possibilité serait la réunion d'une conférence plus large des gouvernements intéressés au règlement de ce grave problème. En particulier, la Conférence de Genève sur l'Indochine pourrait être convoquée à nouveau pour ouvrir la voie à un règlement négocié. La première mesure en ce sens serait que les deux

coprésidents de la Conférence de Genève agissent vraiment en pacificateurs, remplissent ce qui est leur devoir de coprésidents et abandonnent leur rôle de partenaires idéologiques dans le conflit. Au lieu d'ajouter de l'huile sur le feu en fournissant davantage d'armes aux agresseurs, l'un des coprésidents servirait mieux la cause de la paix et remplirait en même temps sa part d'obligations en usant de son influence pour persuader Hanoi, la seule partie réticente dans ce cas, de venir à la table de conférence. Quoi qu'il en soit, le moins qui pourrait être fait serait d'appuyer une nouvelle convocation de cette conférence.

48. Dans toutes ces éventualités, et même si des négociations pouvaient être entamées soit directement, soit grâce à une conférence convoquée sur le plan international, il faudrait aller plus loin pour assurer un règlement juste et durable du conflit. Pour y arriver, par la négociation ou autrement, l'une des conditions préalables auxquelles les nations libres doivent songer est qu'elles doivent demeurer constamment unies et faire preuve d'une ferme détermination. Si elles ne font pas preuve d'une telle unité et d'une telle fermeté, on ne pourrait arriver qu'à un règlement superficiel entraînant une paix transitoire qui ne serait pas moins dangereuse pour la paix et la sécurité.

49. Les campagnes pernicieuses qui sont actuellement menées pour nous désunir et nous opposer les uns aux autres ne sont pas totalement dénuées d'utilité. Elles nous ont ouvert les yeux sur le caractère fantaisiste de la politique internationale et nationale de différents pays et nous ont incité à redoubler nos efforts régionaux et individuels pour renforcer notre sécurité et notre défense et pour compter de plus en plus sur les activités combinées de ceux qui ont les mêmes buts que nous et qui voient clairement où se trouvent leurs intérêts vitaux.

50. Cela explique pourquoi les nations de l'Asie du Sud-Est et d'une vaste région de l'Asie et du Pacifique ont jugé nécessaire d'associer leurs efforts pour assurer un bien-être plus grand et des progrès à chacun de leurs peuples. C'est ainsi que nous concevons une révolution dans le Sud-Est asiatique, une révolution qui se donne pour but de remplir les estomacs de nourriture et les cœurs d'espoirs réalisables pour l'avenir, non pas celle qui jette un peuple affamé dans la rue pour y commettre des déprédations et des profanations. C'est aussi une révolution pour briser les chaînes de domination et de dépendance qui existaient dans le passé. A partir de maintenant, les pays de la région seront inspirés par un esprit de coopération et d'égalité dans l'association pour le bien de chacun et de tous. De tels efforts progresseraient plus rapidement n'était la guerre destructive du Viet-Nam qui a retardé le développement d'une indépendance plus grande et d'un plus grand sentiment de confiance mutuelle chez les nations dans la région asiatique. C'est pourquoi nous espérons tous sans exception que ce conflit stupide pourra trouver une solution juste et satisfaisante qui ouvrira une ère nouvelle de stabilité plus grande et de nombreux progrès. Si le Viet-Nam du Sud est assuré de sa liberté, les petites nations du monde pourront espérer jouir d'une indépendance plus sûre, libre d'interventions et d'empiètements.

Ce que les petites nations de l'Organisation et, en fait, le monde entier devraient espérer, c'est moins une cessation unilatérale des bombardements, qui permettrait à l'agresseur de faire de nouveaux ravages, que des moyens d'assurer qu'il n'y aura pas dans l'avenir d'autres Viet-Nams.

51. En ce qui concerne la situation économique actuelle dans le monde, je peux dire sans crainte de me tromper qu'au cours des récentes décennies les économistes et les hommes d'Etat ont acquis la conviction plus forte que jamais que l'un des dangers les plus sérieux pour le bien-être et la sécurité futurs de l'humanité est ce glissement lent, mais constant, de 75 p. 100 de l'humanité vers une pauvreté plus grande. A moins que certaines décisions concrètes et positives ne soient prises rapidement et effectivement pour arrêter ce déclin, de sorte que les peuples des pays en voie de développement en Asie, en Afrique et en Amérique latine puissent poursuivre la réalisation de leurs programmes d'industrialisation et accélérer leurs progrès vers l'indépendance économique et la prospérité, aucun traité, aucune déclaration, aucune résolution ne suffira à éviter un effondrement final de l'ordre mondial.

52. De nombreux représentants qui m'ont précédé ont attiré avec insistance l'attention de cette assemblée sur le fossé de plus en plus profond qui se creuse entre riches et pauvres. Ce n'est pas un phénomène nouveau. Cette tendance décourageante existe depuis quelque temps. Et malgré les exhortations et les plaidoyers qu'ont adressés les pays en voie de développement et l'apparente commisération et les gestes d'appui des pays industriellement développés, le fait est que pour la sixième année successive il n'y a que peu d'amélioration, sinon aucune, dans le niveau général de l'assistance en matière de développement donnée par les pays à revenu élevé. Ceux qui sont dans le besoin sont reconnaissants de la générosité accrue de certains de ces pays, mais la capacité d'assistance de ces derniers est relativement limitée. C'est pourquoi, nous le savons, la plus grande partie du fardeau retombe sur les quelques nations qui fournissent le plus d'assistance et, malheureusement, le volume de cette aide ne s'est que faiblement accru au cours des dernières années.

53. De nombreux gouvernements de pays en voie de développement, dont celui de la Thaïlande, ont appris à compter dans une large mesure sur eux-mêmes et sur leurs propres efforts; grâce à une saine planification et à la mise en œuvre énergique d'une politique économique et financière, ils sont parvenus à faire progresser leur pays à un rythme assez satisfaisant. Au cours des dix dernières années, le taux de croissance économique de la Thaïlande a été en moyenne de 7 p. 100 par an. Ce n'est pas là une maigre réalisation; ce résultat a donné un sentiment d'orgueil au gouvernement et au peuple de ce pays. Toutefois, la tâche n'est que partiellement accomplie et nos efforts, qui entrent pour une part essentielle dans notre propre développement, continuent de souffrir d'une insuffisance de financement extérieur à des conditions appropriées.

54. En tant que pays qui produit essentiellement des produits de base, la Thaïlande, comme beaucoup d'autres pays ayant une structure analogue, se pré-

occupe profondément des fluctuations des prix mondiaux de ces produits de base. Le problème s'est malheureusement aggravé par suite de la mise périodique sur le marché de stocks, ce qui exerce des effets néfastes sur l'ensemble de nos propres efforts et ralentit notre progression vers une vie meilleure pour notre peuple. La signature récente de l'Acte final des négociations tarifaires entreprises dans le cadre du Kennedy Round nous a donné quelque raison d'espérer. Bien que les négociations du Kennedy Round aient abouti à un abaissement important des barrières tarifaires, plus que ne l'avaient fait les négociations précédentes, ma délégation constate que de nombreux produits présentant un intérêt tout particulier pour les pays en voie de développement ont fait l'objet de réductions tarifaires considérablement plus faibles que d'autres marchandises. En d'autres termes, les catégories de produits dont les pays industrialisés sont les fournisseurs principaux ont fait l'objet de diminutions tarifaires beaucoup plus substantielles. C'est pourquoi je reste fermement convaincu qu'il reste beaucoup à faire avant que la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) n'aboutisse à des résultats pratiques et à des solutions appropriées. Pour cette raison, la deuxième session, qui doit se tenir à la Nouvelle-Delhi en 1968, devrait véritablement servir d'instrument efficace pour rechercher sérieusement une solution aux crises économiques et sociales qui harcèlent le monde.

55. A cet égard, ma délégation appuie sans réserve les appels du secrétaire général de la CNUCED, qui souligne l'urgence d'un accord permettant d'adopter une stratégie globale du développement et de mettre au point les mesures et les actes pratiques synchronisés correspondants. Nous appuyons aussi en son principe la proposition faite à la cinquième session du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED par le Secrétaire général de cette institution et le Directeur général du GATT, qui ont demandé la création d'un Centre commun du commerce international pour aider les pays en voie de développement dans leurs efforts pour développer leurs exportations. Nous espérons que cette proposition passera dans les faits le plus rapidement possible.

56. D'autres problèmes encore préoccupent profondément l'opinion internationale. Je pense notamment au désarmement, aux opérations de maintien de la paix, à la décolonisation, à l'apartheid. Dans certains domaines, des progrès ont été réalisés, comme, par exemple, le dépôt de projets identiques de traité sur la non-prolifération des armes nucléaires^{1/}. Mais tous ces problèmes et d'autres encore passent au deuxième plan devant la réalité du danger et le caractère explosif des problèmes du Moyen-Orient et du Viet-Nam. Au sujet de ces graves problèmes, il importe essentiellement, nous semble-t-il, d'échapper au vertige de la naïveté et de laisser de côté les prises de position partisans, politiques ou idéologiques. Si de tels problèmes pouvaient être traités avec une réelle sincérité, dans un esprit de tolérance humaine et de compréhension plutôt que comme des pommes de discorde entre l'Est et l'Ouest, entre le monde marxiste et le monde

non marxiste, les chances d'aboutir à un accord et à une entente seraient grandement accrues. Pour le moment, ce résultat n'est pas en vue, mais si de nouveaux efforts sont poursuivis avec patience et détermination, un progrès pourra être fait qui ouvrira une perspective nouvelle dans la recherche ardue d'une solution durable et valable des difficultés actuelles. Si ce résultat peut être atteint, dans le cadre de cette organisation ou en dehors d'elle, un réel service aura été rendu à l'humanité angoissée qui aspire à une paix et à une tranquillité sur lesquelles ne pèserait pas l'ombre de la terreur ou de l'explosion soudaine de la mort. Espérons qu'au cours de la période relativement brève de cette session des résultats tangibles pourront être acquis, répondant ainsi à l'espérance profonde de millions d'humains.

M. Mănescu (Roumanie) prend la présidence.

57. M. NIKEZIC (Yougoslavie): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous adresser mes félicitations les plus sincères à l'occasion de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale. La délégation yougoslave se réjouit tout particulièrement de voir élu en votre personne le représentant de la Roumanie, qui apporte une contribution importante à la cause de la coopération internationale, et avec laquelle mon pays entretient des relations de sincère amitié. C'est avec une satisfaction tout aussi vive que nous saluons la première élection d'un représentant d'un pays socialiste à la haute charge de président de l'Assemblée.

58. Je désire également saisir cette occasion pour exprimer notre gratitude à M. Pazhwak pour les efforts constructifs qu'il a déployés en présidant les travaux de l'Assemblée générale au cours de l'année écoulée.

59. La crise du Moyen-Orient n'est certainement pas le seul problème auquel nous ayons à faire face. Elle se trouve néanmoins placée au centre de nos préoccupations en raison de l'acuité qu'elle revêt. C'est aussi un problème avec lequel les Nations Unies ont été directement aux prises tout au long de ces 20 dernières années. A plus forte raison sont-elles appelées à agir en cette phase où la crise a dégénéré en guerre.

60. La cinquième session extraordinaire d'urgence n'a malheureusement pas atteint les buts qu'elle s'était proposés. C'est la première fois que l'Assemblée générale, saisie d'un conflit armé, n'a pas adopté de décision sur le retrait des troupes des territoires occupés de force. La crise n'en est devenue que plus grave. Nous sommes toutefois persuadés que, quelles que puissent être les différences de points de vue, il ne manque pas d'éléments communs pouvant servir de base pour que notre organisation s'acquitte, cette fois-ci, de sa tâche.

61. Je n'ai pas l'intention de revenir sur l'histoire des événements, d'autant plus que nous semblons tous être d'accord sur la nécessité de nous attacher à la recherche d'une solution. L'activité déployée par mon gouvernement depuis l'éclatement du conflit est suffisamment connue. La Yougoslavie s'est prononcée contre le recours à la force en tant que moyen

^{1/} Documents ENDC/192 et ENDC/193.

de solution des questions internationales en litige et a prêté son appui aux victimes de l'agression afin de les aider à effacer les conséquences de la guerre. Nous avons agi de la sorte pour servir la paix et l'indépendance de tous les pays, mais aussi en raison de l'intérêt direct que nous portons au maintien de relations normales entre Etats et à la sécurité dans la région de la Méditerranée.

62. L'insuccès de la session extraordinaire d'urgence a vivement préoccupé le Gouvernement et l'opinion publique yougoslaves. Convaincu qu'il est indispensable de persister dans la recherche d'une issue à la crise, le chef de l'Etat yougoslave a adressé des messages personnels à un certain nombre de chefs d'Etat et de chefs de gouvernement. Il y a exposé les vues de son gouvernement sur ce que pourraient être les bases d'une solution politique et il a suggéré les idées contenues dans les cinq points que l'on connaît. Nous n'avons, par là, à aucun moment prétendu au rôle de médiateur. Notre but a été d'aider à surmonter l'immobilisme et de contribuer aux efforts des gouvernements intéressés, en vue de la recherche d'une issue.

63. Nous avons apprécié l'attention et l'intérêt que de nombreux gouvernements ont manifestés pour cette initiative. La délégation yougoslave, à la présente session, se propose les mêmes objectifs: nous sommes prêts à participer à tout effort visant à rétablir la paix et la sécurité des nations au Moyen-Orient.

64. La crise du Moyen-Orient a mis à jour nombre de dilemmes, en aggravant les problèmes déjà existants et en en faisant surgir de nouveaux. Cette crise ne saurait être ramenée au seul conflit israélo-arabe. Ce sont les principes fondamentaux sur lesquels reposent, en notre temps, les relations entre Etats qui, en l'occurrence, sont en cause. Si la communauté internationale n'était pas en état de les réaffirmer et d'en assurer l'application, les répercussions d'une telle situation ne se feraient pas seulement sentir dans cette région, mais pèseraient, avec les dangers latents qu'elles comportent, sur l'ensemble des relations internationales.

65. Dans la recherche d'une issue à la crise, le Gouvernement yougoslave est en faveur d'une solution politique équitable, qui peut seule permettre d'éliminer les conséquences de l'agression et d'aboutir au règlement des différends entre les nations de la région.

66. L'instauration de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient est, certes, une tâche de longue haleine, en raison tant des problèmes accumulés que de la situation exceptionnelle dans laquelle on cherche à les résoudre. Nous sommes en faveur de solutions d'ensemble, susceptibles de ramener la paix et la sécurité dans cette région. Mais nous craignons, quels que puissent être nos désirs, que l'on ne puisse pas s'attendre à ce que, dans les circonstances actuelles, tous ces problèmes soient résolus d'un seul coup.

67. La première tâche consiste, à notre avis, à ne pas accepter le fait accompli de la conquête et, par conséquent, à assurer le retrait des troupes israéliennes sur les positions qu'elles occupaient

avant le 5 juin 1967. Faute de cela, on ne saurait concevoir de solution politique équitable.

68. Il est encourageant de constater que le principe de l'inadmissibilité de modifications territoriales résultant de l'emploi de la force a été réaffirmé de tant de côtés, en cette assemblée, et que, pour ce qui est de Jérusalem, il a été possible d'adopter, à la quasi-unanimité, deux résolutions demandant à Israël de rapporter les mesures d'annexion.

69. La communauté internationale ne peut pas appuyer de solutions que le vainqueur extorquerait au vaincu. Abstraction faite de leur injustice, des solutions de cette nature ne sauraient être maintenues au-delà du jour où la partie contrainte à les accepter se sentirait suffisamment forte pour les dénoncer. C'est dans ce contexte qu'il faut considérer, à notre sens, la question de négociations directes entre Israël et chacun des Etats arabes. De telles négociations constituent, en principe, la meilleure manière de résoudre les questions en litige, à condition qu'elles soient menées sur un pied d'égalité. Mais, alors qu'une partie, ayant conquis des territoires de l'autre par la force des armes, insiste sur des négociations directes, appuyer une telle exigence équivaldrait, pour les Nations Unies, à sanctionner le droit du plus fort. Les Nations Unies ne peuvent se soustraire à leurs obligations envers la paix et les Etats Membres. C'est pourquoi nous attachons la plus grande importance à la presque unanimité qui ressort de la discussion générale quant aux devoirs et aux responsabilités de l'ONU dans la recherche de la paix au Moyen-Orient.

70. Le droit de tous les Etats à l'existence est, pour nous, un principe acquis qui s'applique aussi à l'Etat d'Israël, dont nous n'avons jamais mis en cause ni l'existence, ni l'égalité de droits avec les autres Etats. Il ne fait point de doute que la reconnaissance du droit à l'existence et le respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de tous les Etats doivent nécessairement constituer des éléments intégrants de toute solution. C'est dans cet état d'esprit que mon gouvernement avait suggéré des garanties de la part des grandes puissances, voire du Conseil de sécurité, pour assurer le respect de ces droits dans la pratique.

71. La Yougoslavie est également en faveur du respect et de l'application du principe de la libre navigation sur les voies d'eau internationales. Il est toutefois indispensable, dans les conditions actuelles, de tenir compte des réalités du moment et de reconnaître, tout en maintenant ce principe, que cette question fait partie d'un ensemble complexe de problèmes et que ce n'est que dans ce contexte politique, et dans la mesure d'un progrès général vers une solution au Moyen-Orient, qu'elle peut être résolue.

72. Quant au problème des réfugiés, qui se trouve à l'origine du conflit entre Israël et les Etats arabes et qui s'est, jusqu'à présent, soldé pour nous tous par un échec, il n'a rien perdu de sa gravité sur les plans humain et politique. Il est impossible aux Etats arabes et à Israël de faire la paix, comme aux Nations Unies de s'acquitter de leur tâche, tant que ne seront pas reconnus et satisfaits les intérêts vitaux du peuple arabe de Palestine, non pas qu'il

soit secouru, nourri, soigné, mais rapatrié ou indemnisé, en un mot qu'il reçoive justice. Car c'est par cette injustice qu'a commencé et c'est par sa réparation que doit se terminer la guerre entre Juifs et Arabes si la paix doit régner dans la région.

73. Mon gouvernement attache une grande importance au fait que les chefs des Etats arabes, réunis à Khartoum^{2/}, se soient déclarés en faveur d'une solution politique du conflit. Nous ne voyons malheureusement pas de réalisme correspondant de l'autre côté. Ceux qui, en déclenchant cette guerre, avaient déclaré qu'ils ne la faisaient point pour acquérir des territoires nous disent aujourd'hui qu'ils y sont venus pour y rester. Le fait de rendre pratiquement impossible le retour des populations dont le départ fut provoqué par la guerre, ainsi que les intentions manifestées d'en implanter d'autres, sont l'expression d'une politique de conquête que la communauté internationale ne saurait accepter.

74. On entend difficilement la voix de la raison au moment du succès militaire. Pourtant, c'est le moment où il importe qu'elle soit entendue. Il serait injuste envers les autres peuples, et ce serait de la part de tout gouvernement manquer à ses obligations à l'égard de son propre peuple, que de construire l'avenir sur une incursion armée.

75. La discussion générale et les consultations qui l'accompagnent font ressortir, nous semble-t-il, les grandes lignes de ce qui pourrait constituer, en ce moment, le cadre d'une solution. Je pense notamment à la désapprobation des revendications territoriales, au retrait des troupes, au respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des Etats et à la garantie de leur sécurité. Si l'on parvenait à un accord réaffirmant ces principes, il y aurait certainement moins de difficultés à aborder la solution d'autres problèmes complexes, tels que ceux des réfugiés de Palestine et du canal de Suez. C'est dans un tel contexte que l'on pourrait aussi envisager le concours d'un représentant spécial du Secrétaire général. Nous croyons que l'on peut s'attendre à ce que l'adoption d'une telle base, suivie de la compréhension des mesures à prendre, ouvrirait la voie à des solutions d'ensemble et à la paix au Moyen-Orient.

76. Les événements du Moyen-Orient, loin d'être un phénomène isolé, reflètent l'état actuel des relations internationales, où la force joue un rôle toujours trop grand pour que l'on puisse être sûr de la paix précaire qui est celle de notre temps.

77. Les facteurs du progrès général, tout d'abord l'aspiration des peuples à l'indépendance dans la paix, au développement économique et social et à la coopération dans l'égalité, se heurtent aux intérêts et à l'action des forces impérialistes. Pour défendre leurs positions exclusives, celles-ci s'efforcent de contrôler la politique et le développement de nombreux Etats. La politique de pression et de guerres locales est devenue un danger immédiat pour l'indépendance et la sécurité des petits pays; elle les contraint à affecter aux dépenses militaires des moyens hors de

proportion avec leurs possibilités et, de ce fait, elle entrave aussi leur progrès économique et social.

78. De toutes les situations où la force est en ce moment employée, c'est naturellement la guerre du Viet-Nam qui suscite la plus vive inquiétude dans le monde, en raison de l'ampleur croissante des opérations militaires dans le Sud et des bombardements du Nord, ainsi que de tous les risques que ce conflit comporte.

79. Notre appui à la lutte du peuple vietnamien et les positions yougoslaves sur ce problème sont connus. Je voudrais simplement réaffirmer la conviction de mon gouvernement qu'il ne saurait y avoir de paix dans cette région tant que le peuple vietnamien ne sera pas à même de décider librement de son sort. Nous avons toujours été d'avis — et nous l'avons répété dès le début des attaques aériennes contre le Nord — qu'il incombe aux Etats-Unis de faire le premier pas indispensable en procédant à l'arrêt inconditionnel des bombardements du territoire de la République démocratique du Viet-Nam. Une telle mesure ne pourrait que faciliter la recherche d'une solution politique dans l'esprit des Accords de Genève, naturellement avec la participation, à égalité de droits, du Front national de libération.

80. Les problèmes auxquels ont à faire face les pays nouvellement libérés et les peuples encore soumis à la domination coloniale débordent, en raison de leur complexité et de leurs répercussions sur les relations internationales, le cadre d'actions et d'intérêts régionaux. Nous estimons qu'il est indispensable d'assurer une action plus efficace et plus directe de la communauté internationale en ce qui concerne tant l'élaboration d'un programme d'aide à long terme aux pays nouvellement libérés que l'adoption de mesures urgentes propres à accélérer le processus de décolonisation.

81. Nous sommes convaincus que la seule façon efficace de s'opposer à la politique de force est que toutes les nations collaborent à la défense de la paix, de l'indépendance et de la coexistence, à la promotion du développement économique et au renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies. Tels sont, en substance, les principes dont s'inspire la politique de non-alignement. Le fait que les pays non alignés et d'autres pays aient choisi de renforcer leur collaboration en ce temps de crise est, à notre avis, significatif et constitue un encouragement à une action plus suivie.

82. Lorsque nous parlons du rôle des Nations Unies, nous avons toujours en vue qu'il est essentiel que le principe de l'universalité y soit appliqué et que soit reconnu le droit légitime du Gouvernement de la République populaire de Chine d'y représenter ce pays.

83. L'amélioration des relations entre les grandes puissances et la détermination de ces dernières d'éviter tout conflit direct sont, sans aucun doute, d'une importance fondamentale pour le maintien de la paix dans le monde. Mais cela ne saurait résoudre tous nos maux ni même l'éventualité d'une guerre. D'autres mesures s'imposent pour la solution des problèmes contemporains majeurs.

^{2/} Conférence "au sommet" arabe, réunie du 29 août au 1er septembre 1967.

84. Sur ce plan, le fait qu'un rapprochement de vues ait eu lieu entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sur la question de la non-prolifération des armes nucléaires acquiert sans doute une grande importance. Mon gouvernement est en faveur d'un traité qui répondrait, dans la plus grande mesure possible, aux intérêts de tous les Etats. Aussi sommes-nous prêts à nous joindre aux efforts visant à l'adoption d'un tel traité et disposés à examiner les possibilités d'action de l'Assemblée générale en cette matière et en ce qui concerne le désarmement en général.

85. En Europe, la détente entre l'Est et l'Ouest et des réalisations d'une importance croissante dans le domaine de la coopération européenne sont en train de créer, en dépit de certains événements qui traduisent des tendances contraires, un nouvel état d'esprit, une conscience nouvelle de ce que pourrait être ce continent à l'avenir.

86. Nous nous attendons à ce que cette évolution favorable se poursuive avec succès, car elle correspond aux intérêts politiques et économiques des nations européennes. Nous y voyons aussi la meilleure voie pour aboutir à la solution des grands problèmes en suspens depuis deux décennies, tels que la sécurité européenne et la question allemande.

87. L'activité du groupe des neuf pays, en Europe, offre un exemple modeste, mais significatif, de cette nouvelle compréhension et de ces nouveaux liens. La Yougoslavie, suivant une politique d'indépendance, participe activement au rapprochement en cours entre les pays de notre continent, car elle y trouve son intérêt immédiat et aussi parce que nous croyons que c'est la meilleure manière pour l'Europe — en surmontant ses divisions de longue date — de servir la paix et la coopération dans le monde et de répondre à ses obligations en ce qui concerne l'aide aux pays en voie de développement.

88. Les données concernant l'écart croissant entre pays pauvres et pays riches et les répercussions possibles des problèmes de développement économique sur la paix du monde sont aujourd'hui suffisamment connues. La compétition entre pays industriels ne devrait point nous faire méconnaître cette confrontation entre monde développé et monde sous-développé, ce conflit d'énormes proportions susceptible d'influer sur nos destinées, plus peut-être que tout autre problème contemporain. Il ne suffit pas de reconnaître l'importance et l'ampleur des problèmes du développement; il faut aussi que la communauté internationale s'engage dans la recherche de leur solution. Nous espérons que la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement^{3/}, ainsi que la réunion à Alger des 86 pays en voie de développement^{4/} nous permettront d'enregistrer des résultats pratiques. Nous croyons que ces efforts méritent l'appui le plus complet de notre assemblée.

89. Le gouvernement de mon pays a toujours jugé qu'il est du devoir de notre organisation de s'employer à résoudre les problèmes internationaux en suspens et, en particulier, ceux dont dépendent la

stabilité et la sécurité des nations. Paix et développement, tels sont les impératifs de notre époque.

90. Les Nations Unies, quelles que soient les difficultés qu'elles rencontrent, demeurent l'instrument le plus approprié de la coopération universelle. Le renforcement de notre organisation, si vivement souhaité par le Secrétaire général, dont les efforts et l'activité sont hautement appréciés par mon gouvernement, ne saurait toutefois être réalisé que si tous les Etats Membres y contribuent dans la mesure de leurs responsabilités et de leurs moyens.

91. M. DUGERSUREN (Mongolie) [traduit de l'anglais]: Qu'il me soit permis au nom de ma délégation, camarade Président, de vous adresser nos félicitations sincères et fraternelles pour votre élection aux fonctions de président de l'Assemblée générale pour la vingt-deuxième session. Votre élection à ce poste élevé est un hommage rendu à votre grande nation, à votre peuple, et aussi à la famille des Etats socialistes dont votre pays est membre. C'est aussi une manière éclatante de reconnaître vos qualités personnelles d'homme d'Etat et de diplomate.

92. A cette occasion, ma délégation rend aussi un chaleureux hommage à l'ambassadeur Pazhwak, qui a présidé efficacement, avec la plus grande compétence, les trois dernières sessions de l'Assemblée.

93. Un trait particulier de la session actuelle de l'Assemblée générale est que son ordre du jour comporte la question la plus urgente, à savoir la liquidation des séquelles de l'agression perpétrée par les agents impérialistes au Moyen-Orient contre la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un certain nombre d'Etats arabes. De l'avis de la délégation de la République populaire de Mongolie, ce fait représente bien la situation tendue qui existe aujourd'hui dans le monde.

94. Toutes les fois que cela était possible, les éléments réactionnaires du monde, dirigés par l'impérialisme des Etats-Unis, ont recouru à la force pour entraver le progrès constant de l'humanité sur la voie de l'indépendance nationale et du développement social, voie ouverte il y a un demi-siècle par la victoire de la révolution socialiste d'Octobre. Conformément aux objectifs peu réalistes de leur stratégie globale, les cercles dominants des Etats-Unis s'ingèrent de façon flagrante dans les affaires intérieures d'autres Etats souverains, s'efforcent de réprimer les mouvements de libération nationale partout où ils le peuvent, organisent des complots réactionnaires et des coups d'Etats antinationaux et fomentent de prétendues guerres locales.

95. De tous les crimes commis aujourd'hui par les forces réactionnaires contre l'humanité, le plus grave est la guerre coloniale livrée au Viet-Nam par les Etats-Unis d'Amérique et leurs complices contre le peuple du Viet-Nam. Les envahisseurs américains, intensifiant l'escalade de la guerre, commettent des atrocités sans précédent qui ne le cèdent en rien aux actes inhumains des criminels nazis. On largue des bombes sur des crèches, des jardins d'enfants, des écoles, des hôpitaux et des quartiers résidentiels dans les villes de la République démocratique du Viet-Nam. Le sol du Viet-Nam a été transformé en un véritable terrain d'essais pour toute une panoplie d'armes et

^{3/} La Conférence doit se réunir à New Delhi du 1er février au 25 mars 1968.

^{4/} Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept, tenue à Alger du 10 au 25 octobre 1967.

de moyens visant à exterminer impitoyablement les êtres humains et à détruire tous les biens matériels. Afin de justifier les crimes brutaux commis contre le peuple innocent du Viet-Nam, les fonctionnaires américains nous disent souvent que leurs troupes se battent dans ce pays pour défendre la cause de la liberté et de la démocratie. Tous esprit objectif ne manquera pourtant pas de comprendre quel genre de liberté et de démocratie peuvent défendre des troupes envoyées par un pays qui, sur son propre sol, avec l'aide de l'armée régulière, réprime impitoyablement dans le sang le mouvement des peuples d'origine africaine qui luttent pour leurs droits constitutionnels fondamentaux.

96. Des porte-parole des Etats-Unis ont cherché, dans de nombreuses déclarations, à donner l'impression que leur gouvernement souhaitait un règlement pacifique au Viet-Nam. Toutefois, les actes de Washington montrent clairement que ces affirmations d'intentions pacifiques n'ont pour but que de tromper le peuple américain et d'induire en erreur l'opinion publique mondiale. Pour en donner un exemple frappant, je rappellerai que les Etats-Unis ont repris, en les intensifiant, les bombardements sur le territoire du Viet-Nam du Nord après la courte trêve de la nouvelle année lunaire en février dernier sans attendre une réponse à la lettre largement diffusée de M. Johnson au Président de la République démocratique du Viet-Nam Ho Chi-Minh.

97. Ce nouvel acte d'escalade de la guerre a été perpétré de façon perfide, bien que, le 28 janvier, le Gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam ait annoncé publiquement qu'il était prêt à engager des négociations avec les Etats-Unis si ces derniers mettaient fin inconditionnellement aux bombardements et autres actes de guerre contre la République démocratique du Viet-Nam.

98. Que vaut ce qu'affirme le représentant des Etats-Unis sur les intentions pacifiques de son gouvernement, dont il nous a parlé il y a quelques jours à cette tribune, alors qu'à la veille de cette session de l'Assemblée générale l'administration des Etats-Unis a annoncé sa décision d'envoyer au Viet-Nam du Sud pas moins de 45 000 hommes de troupes supplémentaires, et que le Sous-Comité des études sur l'état de préparation au sein du Comité du Sénat chargé des affaires militaires a appuyé un nouveau plan de bombardement total de la République démocratique du Viet-Nam?

99. Les représentants des Etats-Unis parlent souvent d'une "paix honorable" au Viet-Nam. La seule voie ouverte aux Etats-Unis est de cesser cette guerre désespérée et de quitter le Viet-Nam afin que le peuple de ce pays puisse résoudre ses propres affaires sans ingérence extérieure. L'Administration des Etats-Unis devrait immédiatement et inconditionnellement mettre fin aux bombardements sur la République démocratique du Viet-Nam. Ceci ouvrirait la voie aux négociations et pourrait, en fin de compte, conduire à un règlement politique du problème du Viet-Nam sur la base des Accords de Genève de 1954.

100. A cet égard, je voudrais faire ressortir une fois de plus qu'aucun organe des Nations Unies n'a le droit de connaître de la question du Viet-Nam.

101. Le Gouvernement de la République populaire de Mongolie, qui a toujours donné son appui à la juste lutte du Gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam et du Front national de libération du Viet-Nam du Sud — qui est le seul représentant légitime du peuple sud-vietnamien —, a apporté et continuera d'apporter toute l'aide et l'assistance possibles pour les aider dans leur combat courageux contre les envahisseurs étrangers. La juste lutte du peuple vietnamien pour le salut de sa patrie, pour la défense de la cause de la paix, de la démocratie et du socialisme, jouit d'un appui grandissant de la part de tous les peuples du monde, y compris le peuple américain. Cette lutte, n'en doutons pas, sera couronnée d'une victoire totale.

102. La guerre coloniale des Etats-Unis au Viet-Nam, si elle est la plus grave, n'est pas la seule source de danger qui menace la paix et la sécurité en Asie et dans le reste du monde. Les provocations de plus en plus fréquentes des Etats-Unis et de leurs complices contre la souveraineté et l'intégrité territoriale du Cambodge et du Laos risquent réellement d'étendre la guerre à toute la péninsule d'Indochine, éventualité lourde des conséquences les plus graves.

103. La Corée du Sud, pratiquement transformée en base militaire des Etats-Unis, est devenue un foyer de tension croissante en Extrême-Orient.

104. Le peuple de Mongolie, comme les peuples des autres pays, est profondément préoccupé de voir ce régime impliqué de plus en plus, sous la pression des Etats-Unis, dans la guerre du Viet-Nam et aussi dans plusieurs alliances bilatérales et multilatérales avec d'autres forces réactionnaires du continent asiatique. L'administration des Etats-Unis en Corée du Sud et le régime Park violent de plus en plus fréquemment la Convention d'armistice de Corée et se sont mis à multiplier les provocations contre la République populaire démocratique de Corée.

105. Afin d'éliminer cette source dangereuse de nouvelles tensions internationales et de donner au peuple coréen la possibilité de parvenir à la réunification pacifique du pays, il est urgent que les troupes américaines et autres troupes étrangères stationnées en Corée du Sud — et ce, à notre profond regret, sous la bannière des Nations Unies — soient immédiatement retirées. C'est compte tenu de ce fait que le Gouvernement de la République populaire de Mongolie s'est associé à d'autres pays socialistes pour demander l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de la question intitulée "Retrait des troupes des Etats-Unis et de toutes les autres troupes étrangères occupant la Corée du Sud sous le couvert des Nations Unies" [point 33, b]. Mon gouvernement estime que la prétendue Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée devrait également être dissoute.

106. Il est grand temps que les Nations Unies prennent des mesures concrètes pour résoudre de façon positive ces problèmes importants et urgents, si elles désirent rester fidèles aux objectifs et principes de la Charte. Nous sommes convaincus que le retrait des troupes américaines et des autres troupes étrangères de Corée du Sud ferait disparaître l'obstacle principal qui s'oppose à une unification pacifique de la Corée.

Nous estimons que les propositions constructives avancées à maintes reprises par le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée peuvent fournir une bonne base pour résoudre ce problème.

107. La position du Gouvernement de la République populaire de Mongolie à l'égard du problème du Moyen-Orient continue de se traduire, comme auparavant, par l'appui ferme et indéfectible que nous donnons à la juste lutte des peuples arabes contre les empiétements des forces impérialistes et colonialistes. L'agression israélienne contre la République arabe unie, la Syrie et la Jordanie n'est qu'un élément de la stratégie globale dirigée par l'impérialisme mondial contre la liberté, l'indépendance et le progrès social des peuples. Cette agression a toujours eu et continue d'avoir pour objectif principal de miner les systèmes progressistes dans les pays arabes.

108. Le peuple mongol suit avec une profonde sympathie les efforts que font les pays arabes pour adopter en commun des mesures propres à liquider les conséquences de l'agression. Nous sommes heureux de constater que ces efforts se sont concrétisés dans un certain nombre de décisions adoptées à la Conférence arabe au sommet réunie à Khartoum du 29 août au 1er septembre 1967.

109. Notre gouvernement appui résolument la position qu'ont prise en commun les chefs de parti et de gouvernement des pays socialistes à l'égard du problème du Moyen-Orient lors des réunions de Moscou et de Budapest, et nous approuvons pleinement leur décision de prêter assistance aux pays arabes victimes de l'agression afin d'éliminer les conséquences de la guerre et de renforcer leur structure économique.

110. Le peuple mongol condamne résolument Israël, qui poursuit son agression en annexant virtuellement des portions de territoires prises à ses voisins arabes et en avançant des prétentions qui visent des objectifs à longue portée.

111. M. Tsendenbal, Président du Conseil des ministres de la République populaire de Mongolie, a dit, dans la déclaration qu'il a faite le 22 juin dernier, lors de la session extraordinaire d'urgence:

"Le seul moyen équitable de rétablir la paix, nous en sommes profondément convaincus, c'est le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces de l'agresseur des territoires des Etats arabes, et la prompt réparation de tous les dommages infligés à la République arabe unie, à la Syrie et à la Jordanie du fait de l'agression militaire israélienne. C'est sur cette base et sur cette base seulement que des mesures peuvent être prises pour stabiliser la situation au Moyen-Orient." [1531ème séance, par. 168.]

Mon gouvernement maintient cette position.

112. La délégation mongole partage l'avis exprimé par de nombreuses délégations que le Conseil de sécurité devrait examiner le problème du Moyen-Orient, étant donné son caractère d'urgence et la nécessité d'imposer des sanctions à Israël, qui continue de ne tenir aucun compte des importantes résolutions prises par les Nations Unies. Nous partageons pleinement l'opinion du Secrétaire général qu'aucun gain

territorial ne devrait résulter de conquêtes militaires, car si les Nations Unies abandonnaient ce principe fondamental ou acceptaient le moindre compromis, il en résulterait des conséquences désastreuses.

113. Actuellement, il est extrêmement urgent que ce principe soit strictement respecté. Son importance apparaît particulièrement lorsque nous examinons la politique actuelle de l'Allemagne occidentale et que nous constatons que, dans ce pays, les forces revanchardes s'entêtent de plus en plus à soutenir des revendications territoriales et à faire tous les efforts possibles pour modifier la situation créée par la seconde guerre mondiale. C'est cette politique agressive des milieux dirigeants de la République fédérale allemande, encouragés par les Etats-Unis, qui représente en Europe, comme ailleurs, une grave menace à la paix et à la sécurité.

114. Les revanchards de Bonn s'évertuent par tous les moyens à s'opposer à la louable tendance qui s'est manifestée récemment dans le sens d'une amélioration des relations et d'un développement de la coopération dans l'intérêt de tous entre l'Est et l'Ouest, dans le cadre européen. Si ce développement favorable a été possible, c'est avant tout grâce aux efforts concertés des pays socialistes européens, qui n'ont cessé de proposer des programmes constructifs pour asseoir la paix et la sécurité en Europe et pour mettre en place un système de sécurité collective sur ce continent.

115. A notre avis, la clé de la question que pose la sécurité européenne serait la solution pacifique du problème allemand par la reconnaissance du fait indéniable qu'il existe deux Etats allemands souverains, et sur la base d'une normalisation des relations entre ces deux Etats. Comme l'a si bien dit le Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Hongrie, l'existence des deux Etats allemands est devenue une réalité historique et une nécessité historique.

116. Le Gouvernement de la République démocratique d'Allemagne qui, grâce à sa politique persévérante d'amitié et de coopération entre les Nations, est reconnu par un nombre toujours plus grand d'Etats, a récemment pris une nouvelle et importante initiative. Il a proposé au Gouvernement de la République fédérale allemande un projet de traité pour l'établissement de relations normales entre les deux Etats allemands, projet qui contient certains principes dont l'application revêt une grande importance non seulement pour le règlement du problème allemand, mais aussi pour la consolidation de la paix en Europe et pour le développement de la coopération entre les nations de ce continent. La délégation de la Mongolie estime qu'il faudrait par conséquent que notre organisation appuie sans réserve cette mesure constructive proposée par la République démocratique allemande.

117. L'opinion publique mondiale déplore de plus en plus les tentatives des milieux dirigeants des Etats-Unis de s'arroger le droit d'intervenir arbitrairement par les armes dans les affaires de l'Amérique latine. Cette politique de force brutale est dirigée en particulier contre le système socialiste que l'héroïque peuple cubain a établi à Cuba. Récemment, les Etats-Unis ont cherché à justifier leurs activités subversives contre

la République de Cuba en exerçant une pression sur les pays latino-américains afin de les amener à accepter de mettre en œuvre des mesures collectives contre ce pays. Les délibérations et les résultats des réunions qui ont eu lieu récemment à Washington entre les ministres des affaires étrangères des Etats membres de l'Organisation des Etats américains ont clairement fait ressortir cette politique de pression.

118. Le peuple mongol exige que les Etats-Unis mettent fin à leurs actes hostiles contre la République de Cuba, pays Membre des Nations Unies.

119. Dans la situation actuelle, à un moment où les ennemis de la paix et de la sécurité des nations travaillent activement, la proposition du Gouvernement de l'Union soviétique au sujet de la nécessité d'accélérer l'élaboration de la définition de l'agression est des plus opportunes.

120. La mise en œuvre de cette proposition serait très importante pour les activités des Nations Unies et pour la confirmation et l'élargissement des principes de la Charte relatifs au maintien de la paix internationale et de la sécurité mondiale. Une définition correcte de l'agression serait d'une grande aide politique et juridique pour les peuples qui luttent contre les fauteurs de guerre et les forces réactionnaires.

121. Comme par le passé, le Gouvernement de la République populaire de Mongolie estime que les Nations Unies devraient prendre des mesures efficaces assurant la mise en œuvre de la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux pour les millions d'autochtones du Sud-Ouest africain, de la Rhodésie du Sud, de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite portugaise, du Zimbabwe, d'Aden et d'autres territoires. Les Nations Unies devraient également prendre des mesures pour empêcher que la partie australe de l'Afrique ne devienne le nid du colonialisme le plus invétéré et du racisme fasciste des colons blancs. La situation évolue d'une manière telle qu'une alliance entre la République sud-africaine, le régime de la Rhodésie du Sud et le Portugal prend forme en ce moment, sous le patronage des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la République fédérale d'Allemagne.

122. Etant donné qu'actuellement les forces impérialistes sont à l'œuvre, l'une des tâches capitales des mouvements de libération nationale est de lutter pour renforcer l'indépendance politique et économique des pays récemment libérés. De l'avis de ma délégation, la quatrième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, qui a adopté une série de décisions importantes visant à consolider l'unité d'action dans la lutte contre le colonialisme et le racisme, a attiré l'attention sur ce véritable problème qui se pose pour tous les Etats récemment nés à l'indépendance dans le continent africain.

123. Les Nations Unies pourraient jouer un rôle essentiel dans la consolidation de l'indépendance économique des pays en voie de développement. Pour pouvoir remplir cette tâche d'une façon aussi efficace que possible, les Nations Unies devraient, à notre avis, apporter les modifications appropriées à leur

politique et à leurs méthodes en ce qui concerne l'assistance technique aux Etats récemment nés à l'indépendance, de telle manière que l'assistance fournie soit destinée principalement à la construction d'entreprises industrielles et au développement d'autres projets destinés à produire les ressources matérielles dont un pays donné a besoin. En outre, les Nations Unies doivent prendre des mesures efficaces pour éliminer les inégalités économiques qui sont devenues une cause de profonde préoccupation et pour créer, dans les pays en voie de développement, des conditions propices au commerce international et aux relations économiques. L'exécution des décisions prises à la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement est loin d'être satisfaisante. En conséquence, la deuxième session de la CNUCED se trouvera en présence de nombreux problèmes épineux.

124. La position du Gouvernement de la République populaire de Mongolie au sujet de la question du désarmement général et complet sous strict contrôle international est bien connue. Ma délégation a déclaré à maintes reprises que la première tâche, et la plus importante, dans ce domaine devrait être la suppression des moyens permettant de faire une guerre thermo-nucléaire. En conséquence, ma délégation a accueilli avec plaisir les mesures positives déjà entreprises pour rédiger un texte concerté de traité de non-prolifération des armes nucléaires. La conclusion d'un tel traité serait un jalon important dans la lutte pour arrêter la course aux armements.

125. Nous considérons comme très importante la proposition faite par l'Union soviétique de conclure une convention sur l'interdiction d'utiliser des armes nucléaires. La République populaire de Mongolie est fermement en faveur de la conclusion immédiate de cette convention; elle estime que ce ne serait pas seulement une garantie supplémentaire de l'efficacité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, mais également un acte qui mettrait hors la loi cette arme terrible de destruction massive.

126. Mon gouvernement est également fermement en faveur de l'application de toutes autres mesures susceptibles de favoriser la solution des problèmes de désarmement et d'arrêter la course aux armements; je fais allusion à l'élimination des bases militaires en territoires étrangers, à l'interdiction totale des essais nucléaires et à la création de zones dénucléarisées. A cet égard, ma délégation se félicite de la mesure encourageante prise par les pays d'Amérique latine lorsqu'ils ont déclaré leur continent zone dénucléarisée.

127. L'année 1967 a été difficile pour les Nations Unies. Notre organisation, à la fois comme facteur politique et comme facteur moral, a bien passé l'épreuve. Toutefois, à cause de la politique dénuée de réalisme de certains de ses Membres occidentaux, elle n'a pas répondu aux espoirs des peuples en qualité d'instrument appelé à renforcer la paix mondiale.

128. Ceci devrait nous rappeler à nouveau combien il est nécessaire de respecter et d'observer strictement la Charte. Nous avons été trop souvent témoins de violations flagrantes des idéaux et des principes de la Charte, commises par certaines puissances,

qui ont ainsi, égoïstement et dans leur propre intérêt, compromis l'efficacité et le prestige de l'Organisation. Je pourrais citer, comme exemple, l'attitude discriminatoire dans laquelle persistent certains pays au sujet du rétablissement de la République populaire de Chine dans ses droits légitimes aux Nations Unies. Le représentant de Tchang Kai-chek continue à occuper illégalement le siège de la République populaire de Chine.

129. La délégation mongolienne exige que les Nations Unies accèdent à la demande d'admission de la République démocratique allemande à l'Organisation. La République démocratique d'Allemagne, Etat socialiste épris de paix, remplit pleinement et bien les conditions nécessaires pour devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies.

130. Il est grand temps de mettre fin à une situation anormale dans laquelle, alors que l'un des Etats allemands, la République fédérale d'Allemagne, a ici un observateur permanent, l'autre, la République démocratique allemande, ne dispose pas encore de la même possibilité. Une telle situation a été créée, et dure depuis si longtemps, grâce à l'attitude discriminatoire adoptée à l'égard de cette question par certains Etats Membres, surtout par les Etats-Unis d'Amérique.

131. J'ai traité brièvement de la position de mon gouvernement sur certaines questions importantes de la vie internationale d'aujourd'hui. La République

populaire mongole poursuit sans défaillance une politique de coexistence pacifique entre Etats ayant des systèmes sociaux différents, dans l'intérêt de la paix et de la coopération entre les nations. Notre peuple et notre gouvernement ont à cœur l'unité et la cohésion de la communauté des Etats socialistes, car nous y voyons non seulement une garantie extérieure pour le succès de l'édification du socialisme dans notre propre pays, mais aussi un facteur décisif dans la lutte pour le bien-être de l'humanité.

132. Le peuple mongol a été l'un des premiers à s'engager dans la voie ouverte par la grande révolution d'Octobre, et dans notre lutte pour surmonter des siècles de retard économique et technique en construisant notre nouvelle vie, nous avons toujours compté — comme nous le faisons encore aujourd'hui — sur l'assistance et l'amitié fraternelles et généreuses de l'Union soviétique, amie véritable de tous les peuples.

133. A l'occasion du cinquantième anniversaire de la révolution socialiste d'Octobre, ma délégation tient à féliciter chaleureusement, du haut de cette tribune, les délégations des différentes nations de l'Union soviétique, les représentants de ce pays qui, au prix d'immenses sacrifices, a sauvé l'humanité de l'esclavage fasciste et aujourd'hui défend fermement la cause de la paix, de l'indépendance nationale et du progrès social de toutes les nations.

La séance est levée à 12 h 55.